



Le Baromètre Arabe de la Démocratie :
Baromètre politique de l'ASSF (la 5ème vague)

**A l'approche des prochaines élections et l'écriture de la nouvelle Constitution:
effritement de la confiance politique et nouveau rééquilibrage des forces**

Dans le cadre de son programme du baromètre arabe de la Démocratie, le Forum des sciences sociales appliquées a publié les résultats de son sondage d'opinion qui tente de scruter l'évolution des indicateurs de confiance politique et le changement dans les intentions de vote.

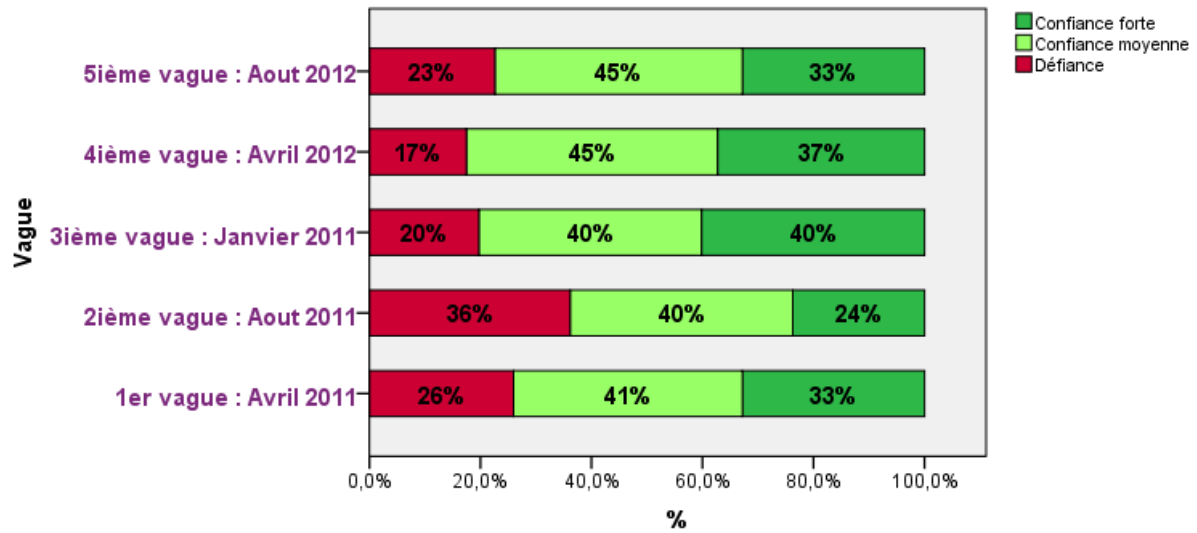
Réalisé durant la période comprise entre 31 août et 7 septembre 2012, avec le concours d'une équipe formée d'experts et spécialistes en matière de comportement électoral, ce sondage retrace les niveaux de confiance et de défiance auprès de la société tunisienne, toutes catégories confondues. Les quatre variables retenues étaient liées à l'appartenance géographique (milieu urbain / rural et gouvernorat), le niveau d'instruction, le genre social et le milieu professionnel.

Pour effectuer ce sondage, l'équipe a pris comme échantillon représentatif 1280 personnes représentant toutes les catégories et les régions du pays, (les 24 gouvernorats) et recouru à deux méthodes d'investigation, en l'occurrence, le contact direct (la porte à porte) et le téléphone. Ces résultats de la 5ème vague de l'ADB sont venus refléter d'une manière probante un changement d'envergure qui commence à toucher l'ensemble du processus transitoire que connaît la Tunisie.

Ce changement illustre une régression des indicateurs de confiance par rapport au baromètre antécédent (Avril 2012). Sommes-nous devant un changement d'envergure ? Bien qu'il s'agisse d'une régression relative, puisque comparée à l'état de l'opinion, le même mois de l'année passée (le gouvernement de Mr. Beji Caid Essibi) la confiance en le gouvernement de la Troïka reste de mise et bien qu'elle concerne presque un citoyen sur deux, elle demeure relativement supérieure à celle enregistrée en Aout 2011, c'est-à-dire avant les élections du 23 octobre 2011.

Graphique 1 :

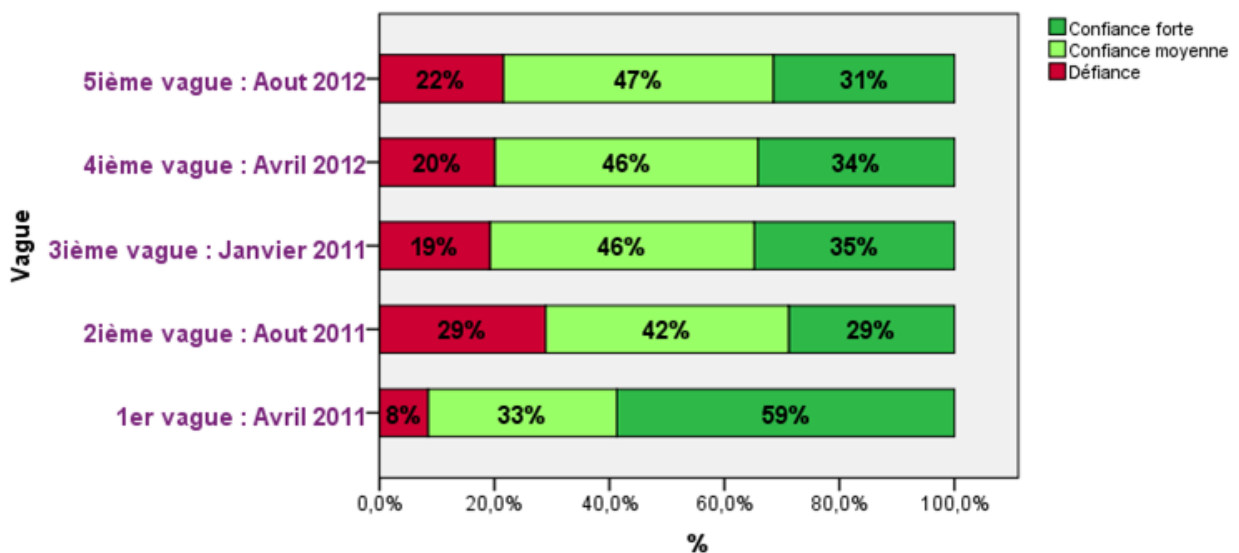
La confiance des tunisiens en leur avenir



* Si la somme des pourcentages n'est pas strictement à 100% (+/- 1%), cela est dû aux arrondissements du calcul.

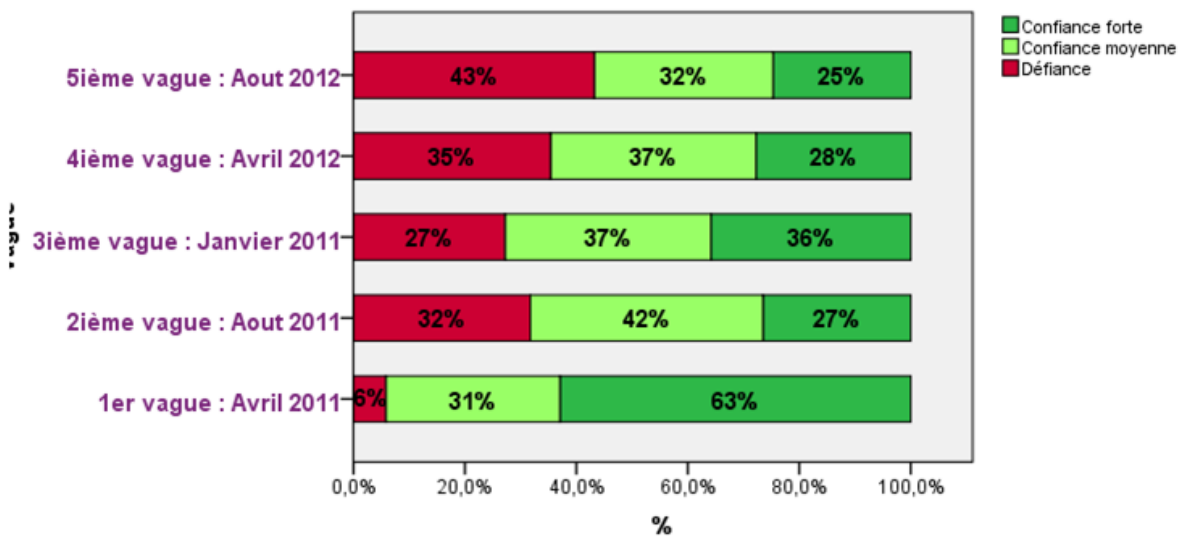
Graphique 2 :

Les tunisiens et le retour de la stabilité sociale



Graphique 3:

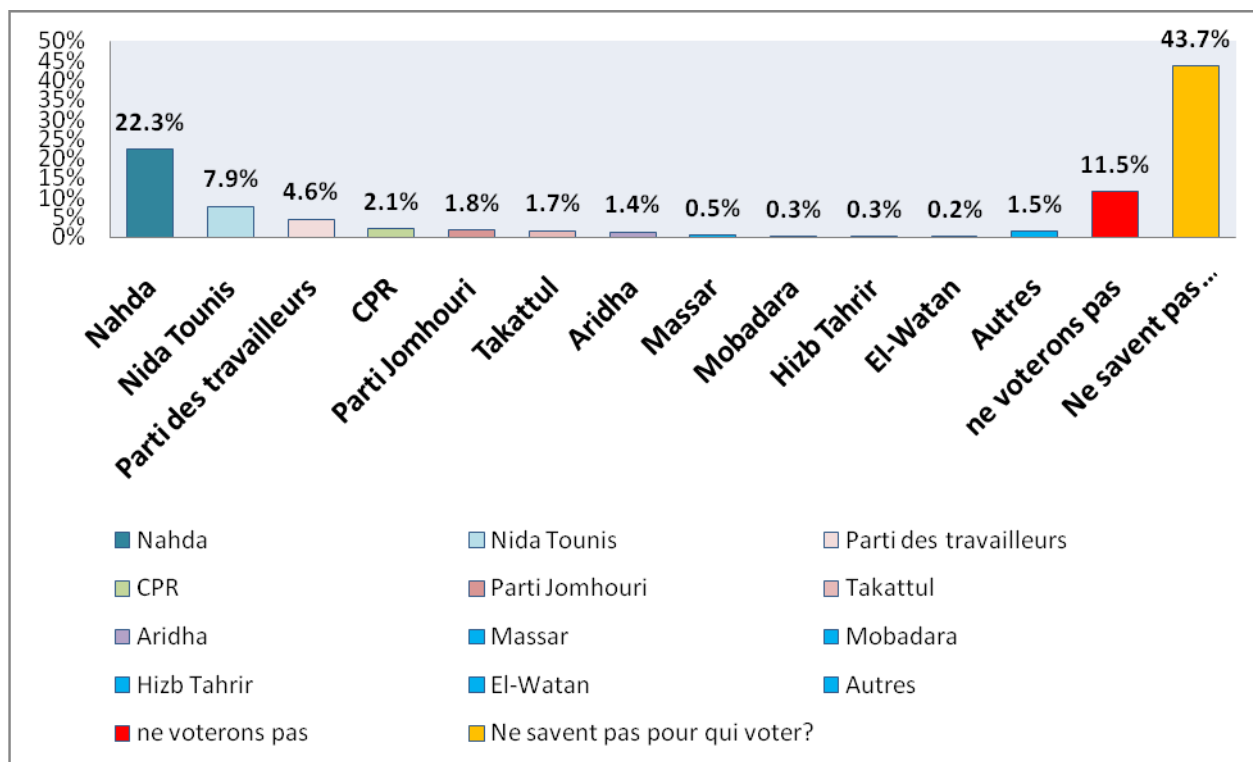
La confiance envers le premier ministre



Ce qu'il faut observer aussi, ce que ces résultats, revêtent une série de spécificités, dans la mesure où ils confirment l'émergence d'une tendance lourde puisque le parti de la Nahda même en situation de crise, se maintient dans l'opinion, avec un grand écart par rapport à ses adversaires et que la tendance la plus marquante reste celle des « indécis » puisque elle concerne presque un tunisien sur deux. L'autre fait marquant de ces nouveaux résultats concerne l'émergence de deux forces politiques qui risquent de détrôner les deux alliées politiques au sein de la coalition gouvernementale, à savoir, le CPR (le parti du président Moncef marzougui) et le Takattol (le parti du président de l'assemblée constituante Mr Mustapha Ben jafar). La première concerne Nida Tounes qui est considéré par beaucoup d'observateurs comme le futur challenger du Parti Nahda, profitant d'une dynamique de mobilisation de type **catch all party** et la seconde et celle du parti des travailleurs (ex : parti communiste tunisien des travailleurs) qui a profité de sa nouvelle nomination (en abandonnant le label « communiste ») et qui est en train de grignoter et de récupérer la base électorale du CPR et celle traditionnellement acquise pour les formations du centre gauche, comme le PDP (aujourd'hui en fusion avec le parti jourhouri /républicain). Cette nouvelle donne, même si elle peut être provisoire et conjoncturelle (l'effet de période), semble être déterminée par trois types de comportement ou d'attitudes distinctes et peut s'inscrire dans la durée si l'effet d'usure du pouvoir dans un contexte de forte revendication sociale se confirme: celle de la fidélisation du vote (*loyalty*), celle de la contre-mobilisation de type « **ramasse tout** » pour contre-carrer la coalition au pouvoir, et celle des indécis ou même des non-votants ou des gens qui se déclarent ne plus avoir confiance dans le jeu politique (*Exit*).

Graphique 4:

Les intentions de vote des tunisiens exprimées entre le 29 Aout et le 7 septembre 2012



D'autres tendances peuvent être observées ; comme :

- Le nombre considérable des « indécis » (environ 47%) et de ceux qui ont déclaré ne pas vouloir participer au scrutin et au vote. (plus que 11%).
- Les changements notables au niveau des intentions de vote de l'électorat, ce qui pourra éventuellement avoir un impact majeur sur les futurs équilibres établis entre les forces politiques.
- L'évolution majeure enregistrée du côté de certains partis et acteurs politiques, tantôt au niveau de l'affirmation du rôle et du retour en force à la scène politique (Parti Nidaa Tounes), tantôt au niveau de la régression relative, (Parti Ennahdha) ou de l'état de crise ouverte (parti du Congrès Pour la République CPR, parti « Al Moubadara » et le parti démocrate progressiste (PDP) ou finalement au niveau de l'évaluation du faible rendement du gouvernement provisoire.
- L'esquisse de visions « contrastée » sur la nature du régime politique future et auquel aspirent les Tunisiens, et qui sont axés plutôt sur la quête de la stabilité.

Gagnants et perdants

Les réponses recueillies auprès de la population ciblée traduisent le faible niveau de la culture politique de la population interviewée et laissent entrevoir quelques insuffisances liées essentiellement à la méconnaissance des tunisiens à l'égard de la cartographie des partis politiques. Cette méconnaissance est renforcée par le fait que beaucoup de partis politiques (sur les 143 parties reconnus) ont été contraint de disparaître ou de fusionner ce qui rendait la reconnaissance de ces formations encore plus difficile. En effet, durant cette nouvelle période, certains partis se sont éclipsés de la scène politique, alors que d'autres ont préféré fusionner avec d'autres formations politiques, considérée plus attractives et plus solides. Selon les résultats du sondage, les intentions de vote sont à diviser en quatre niveaux :

-Le 1er niveau : Les partis qui sont parvenus à maintenir un taux élevé de fidélité électorale excédant la moitié de l'électorat qui exprime des intentions de revoter pour le même parti: c'est le cas du parti des Ouvriers (ex-Parti Communiste des Ouvriers de Tunisie (PCOT)) dont les intentions de revote s'élève à 60%. Ce taux élevé peut être expliqué par la « la nature militante » et idéologique du parti, de son assise électorale, de petite taille certes mais qui a su profiter du recul du parti du CPR. (le congrès pour la république).

-Le 2ème niveau: Les partis qui ont réussi à garder un seuil moyen d'allégeance électorale, avoisinant la moitié de ceux qui projettent revoter pour le même parti: C'est l'exemple du parti du Mouvement « Nahda » avec près de 50% des intentions de revote parmi les anciens électeurs.Ce taux peut être expliqué par l'existence d'un « noyau dur » d'électorat de mouvance religieuse et conservatrice. C'est le cas également pour les électeurs de Afak Tunis, bien que le mobile de revote dans ce cas précis, diffère de la Nahda, étant donné la nature séculière de la formation et dont 57% des électeurs ont exprimé des intentions de revote pour le parti Républicain. (une nouvelle formation).

-Le 3ème niveau concerne les partis qui ont maintenu un seuil minimum d'allégeance ou de fidélité électorale, soit presque la moitié des électeurs qui expriment leurs intentions de revoter pour le même parti: C'est le cas du parti « Al Aridha populaire avec moins de 30 % des intentions de vote)

-Le 4ème niveau concerne les partis qui ont perdu ne large partie de leur base électorale suite au fusionnement avec d'autres formations politiques: l'exemple type est l'ancienne base électorale du parti démocrate progressiste (PDP), du parti « Al-moubadara », de l'actuel parti du CPR, avec moins de 15 % des intentions de revote) pour les mêmes partis ou pour les partis avec lesquels ils ont fusionné récemment (à noter ici le recul des intentions de vote pour le parti Républicain parmi les électeurs traditionnels du PDP). La survie de ces formations dépendra d'une nouvelle orientation stratégique qui englobe, aussi bien le plan des alliances que les modes de mobilisation et de communication politique. Paradoxalement le rétrécissement de la base électorale traditionnelle ou potentielle de ces trois formations profite incontestablement à la nouvelle formation de Nida Tounes. La récupération de cette base dépendra également de l'élaboration d'un

plan de démarcation par rapport à cette formation de type « ramasse tout ».

D'une manière générale, ce changement dans les intentions de vote procède d'un attentisme et procède d'un comportement abstentionniste lors des prochaines élections chez les « non votants » ou une méconnaissance de la cartographie des partis politiques pour « les indécis ». Ce changement fait ressortir, aussi, un taux élevé de « fidélité électorale » pour le parti des ouvriers (ex-parti communiste), avec 70% de son électorat exprimant des intentions de revoter pour le parti lors des prochaines élections, 15% sont encore « indécis », alors que 9% projettent voter pour le mouvement « Nidaa Tounes » et 3% pour le parti « Ettakatol ».

Pour ce qui est de l'électorat qui a voté pour le parti « Nahda » lors des élections du 23 octobre, le sondage fait ressortir que moins de la moitié de ces électeurs ont exprimé des intentions de revoter pour ce parti lors des prochaines élections. L'autre moitié de l'électorat est répartie entre 39,7% encore « indécis », 7,5% « non votants » et 1,7% préfèrent voter pour le mouvement « Nidaa Tounes ».

S'agissant du parti du CPR, le sondage permet de constater que près de la moitié des sondés (47,9%) sont encore « indécis » alors 13,8% d'entre eux ont exprimé des intentions de revoter pour le parti, contre 12,8% pour mouvement « Nidaa Tounes », 8,5% pour le parti des Ouvriers et 4,6% pour le parti du mouvement « Ennahdha ». Ces chiffres permettent de dresser un constat frappant du phénomène de « volatilité électorale » pour certains partis qui ont fusionné avec d'autres formations politiques. Le parti démocrate progressiste (PDP) en est la parfaite illustration avec 33,3% de l'électorat expriment des intentions de voter pour « Nidaa Tounes » et non pour le « parti Républicain », alors 30% sont encore « indécis » sur le parti à voter lors des prochaines élections.

Seuls 23,3% projettent voter pour le parti Républicain, 10% « non votants » et 3,3% expriment des intentions de vote pour la « Nahda ». Le parti « Al moubadara » incarne l'exemple de partis dont l'assise électorale ne cesse de rétrécir au profit du mouvement « Nidaa Tounes » avec 50% des intentions de vote des, alors 16% projettent revoter pour le parti « Al Moubadara » et 16% encore « indécis ». En contrepartie, le parti « Afek Tounes » se dote d'une assise électorale plus fidèle dans ces tendances et intentions de vote au parti républicain naissant. En effet, 57,1% de son électorat expriment des intentions de vote pour le Républicain, contre 29% pour « Nidaa Tounes » et 14% pour le CPR.

Effet de période ou effet d'usure ?

S'il est difficile de parler d'une crise de confiance chez l'opinion publique, il n'en demeure pas moins vrai que nous sommes en face d'un effet d'usure, qui semble être de plus en plus probable et qui touche l'ensemble de classe politique. En effet, malgré les résultats des vagues précédentes réalisées depuis les élections du 23 Octobre 2011 et du

rendement mitigé, du gouvernement, de la coalition dans un contexte de crise économique qui touche le principal partenaire du pays, à savoir, les pays membres de l'union européenne, on peut déceler une défiance sans cesse grandissante de l'opinion publique, illustrée à plus d'un niveau. En effet, sous le signe « confiance en l'avenir », 78% des sondés éprouvent une confiance incessante en l'avenir du pays, nonobstant des évènements passés et présents.

De signification positive, ce chiffre accuse une régression par rapport au résultat enregistré au mois d'avril l'année en cours, tout en restant encore en avance par rapport à l'indicateur de confiance du mois d'août 2011 de l'année écoulée, sous le 2ème gouvernement de transition, avant les élections du 23 octobre 2011 qui n'a pas franchi le seuil de 64%. En s'appuyant sur la variable d'âge, le sondage fait ressortir une défiance envers l'avenir affichée par la catégorie d'âge comprise 18 à 35 ans et ce contrairement aux autres catégories d'âge.

A la lumière du critère d'appartenance professionnelle, les sans emploi forment la catégorie la plus défiante en l'avenir avec un taux de 66% (répartie entre indicateur de moyenne confiance et de forte confiance), à cela s'ajoute la catégorie des ouvriers journaliers, des chefs d'entreprise ou des personnes exerçant les professions libérales. S'agissant d'apprécier le degré de confiance des sondés en l'avenir du secteur de l'emploi, le constat général à dresser est que l'indicateur d'emploi accuse une régression qui table sur un taux de 64% contre 81% au mois d'avril de l'année, tout en restant en avance par rapport au niveau du mois d'août de l'année précédente sous le gouvernement de Beji Caid Essebsi avec 59%. Selon les indicateurs liés au niveau d'instruction, force est de relever que les diplômés du supérieur sont les plus mécontents à l'égard de la situation de l'emploi en Tunisie, notamment, les femmes, compte tenu des conditions difficiles de leur insertion à la vie professionnelle (56% seulement pour le taux de confiance).

Globalement, la catégorie des jeunes est la plus défiante envers l'évolution du marché de l'emploi. C'est ainsi que les résultats du sondage ont fait ressortir un indicateur de moyenne confiance (entre confiance forte et moyenne) estimé à 58%, ce qui laisse entrevoir que 42% des jeunes sont peu confiants en leur avenir personnel. Quant au critère de l'appartenance professionnelle, il convient de souligner que l'indicateur de confiance chez les sans emploi et les personnes exerçant des professions libérales est moins important que celui enregistré par les autres catégories ciblées par le sondage. S'agissant des indicateurs de confiance liés à la stabilité du pays et au titre desquels le sondage dévoile des résultats en recul par rapport au mois d'avril 2012 (78% contre 80%), celles-ci restent toujours en avance par rapport aux résultats de la vague du mois d'août 2011 qui n'ont pas excédé n'ont pas dépassé 71%. sous le gouvernement de transition de Beji Caid Essebsi.

Il importe pour nous de constater en vertu de la dernière vague, que la catégorie comprise entre 18-35 ans est la plus sceptique et défiante quant à la capacité du gouvernement actuel à rétablir la stabilité sécuritaire, contrairement aux autres catégories interrogées, dont les adultes et les personnes âgées.

Pour ce qui est du critère de l'appartenance professionnelle, le sondage montre que les chefs d'entreprise et les professions libérales expriment un déficit de confiance en le retour à la situation normale. A ce propos, cette catégorie exprime des craintes justifiées par la propagation des vols et des atteintes aux biens privés, notamment aux locaux commerciaux.

Les trois présidences

Selon les résultats du sondage, le président provisoire Mohamed Moncef Marouki est sans doute « le plus grand perdant » parmi les trois présidences, avec une cote de popularité qui a chuté notablement de 86% au mois de janvier 2012 à 57%. S'agissant de M. Hamadi Jebali, le sondage fait ressortir un taux global de confiance n'excédant pas 57%, contrairement à Beji Caid Essebsi, ex-premier ministre, qui a su maintenir une certaine popularité même en période de crise politique et sociale, avec un taux de 68%.

A cet égard, les jeunes âgés de 18 à 35 ans représentent par excellence la catégorie la plus incrédule envers le rendement du gouvernement en place, avec un taux de confiance n'excédant pas respectivement 50% pour le président de la République provisoire M. Mohamed Moncef Marzouki, 52 % pour le président de l'Assemblée nationale Constituante (ANC), M. Mustapha ben Jaafar, 51% pour l'actuel premier ministre Hamadi Jebali et 53% pour M. Beji Caid Essebsi. De point de vue appartenance professionnelle, le sondage laisse entrevoir que les femmes, notamment les femmes au foyer sont les plus « satisfaites » du rendement du président de l'ANC. Ce qui n'est pas le cas pour sa cote de popularité de M. Mustapha Ben Jaafar qui baisse un peu chez les cadres moyens avant de chuter notablement auprès des sans emploi.

Pour le premier ministre en poste, M. Hamadi Jebali, le sondage dévoile d'un taux de confiance relative auprès des cadres moyens, des ouvriers et des femmes au foyer, contre une baisse de la cote de popularité auprès de la catégorie des cadres supérieurs et des sans emploi. Quant au président de la République provisoire Mohamed Moncef Marzouki, la cote de sa popularité ressemble beaucoup à celle du premier ministre en poste M. Jebali. En hausse chez les femmes non actives, la cote de popularité de Marzouki chute de manière significative chez les catégories des sans emploi et des cadres supérieurs. S'agissant de l'ex-premier ministre, M. Beji Caid Essebsi, sa popularité chute auprès des femmes au foyer, des cadres moyens et des étudiants et affiche une légère amélioration chez les cadres supérieurs.

A la question d'apprécier le degré de confiance du citoyen envers la capacité du gouvernement de la Troïka de réaliser les objectifs de la révolution, 55% des jeunes sondés se montrent confiants à l'égard du gouvernement. De point de vue appartenance sociale, le sondage permet de relever que les catégories des cadres supérieurs et des ouvriers sont persuadés de la réussite du gouvernement à atteindre les objectifs assignés, contrairement aux sans emploi, plus sceptiques et réticents. Il en est de même pour des débats de l'ANC au sujet desquels seulement 41% des jeunes ont confiance en leur utilité.

De point de vue des indicateurs d'appartenance sociale et professionnelle, cette confiance affiche une hausse pour les cadres moyens contrairement aux cadres supérieurs et aux autres catégories.

En ce qui concerne la confiance envers le rendement de l'opposition au sein de la Constituante, seuls 40% des jeunes parmi les sondés sont satisfaits. De point de vue appartenance sociale et professionnelle, ce taux de confiance s'élève à 46% chez les femmes actives et les femmes au foyer, chose qui n'est pas la même pour les cadres supérieurs et moyens.

Le régime politique ... et le futur président

Les tendances d'opinion enregistrées par le sondage font ressortir le constat d'un manque de connaissance politique des enjeux liés aux différents systèmes politiques. Une grande partie des Tunisiens ne savent pas encore distinguer entre les différents régimes politiques, assise pierre angulaire pour toute constitution. Face à trois options proposées à savoir :

- Le régime présidentiel et parlementaire ou semi-présidentiel, 29% des sondés préfèrent opter pour le régime présidentiel, 28% pour le régime parlementaire et 25% pour le régime semi-présidentiel dans lequel le président de la République est doté de prérogatives limitées et exerce ces attributions dans le cadre d'un contrôle institutionnalisé.

Pour ce qui est de la personne adéquate à élire au poste de chef d'Etat en cas d'adoption du régime présidentiel ou semi-présidentiel, le sondage a fait ressortir les tendances suivantes: Beji Caid Essebsi (25%), Hamadi Jebali (21%), Moncef Marzouki, (16%), Mustapha ben Jaafar (14%) et Hama Hammami (11%). En réponse à la question de savoir quel modèle de république à adopter, les résultats du sondage démontrent que 35% des sondés sont favorables à l'instauration d'une République garante de la sécurité et de l'ordre public, 23% sont pour une république qui s'emploie à créer des postes d'emploi, 13% plaident pour une République bréviaire des droits et des libertés et veille à organiser des élections libres, transparentes et démocratiques et 12% plaident pour une république qui réhabilite l'identité arabo-musulmane.

UGTT...Médias et gouvernance locale

Une lecture attentive des résultats du sondage, permet de conclure que l'institution militaire jouit encore de la confiance auprès des personnes interrogées, illustrée par un taux élevé de 81% contre 14% pour la catégorie âgée de 18 à 32 ans. La position des Tunisiens envers le rendement des médias publics, a également enregistré une évolution notable, tout particulièrement chez les jeunes avec (66%) et 72% pour les cadres moyens. A cela s'ajoute l'amélioration relative de l'image de marque de l'Union générale Tunisienne du travail (UGTT) estimée à 57% chez les jeunes et 72% chez la classe ouvrière. Ce repositionnement doit inciter la classe politique à fructifier ce capital de confiance dans une direction plus positive et réconciliante (notamment vis-à-vis de son initiative). C'est le cas aussi des associations dont 68% des jeunes, 72% des cadres

moyens et 63% des sans emploi se déclarent satisfaits de leurs rôle et champs d'activités.

Malgré les quelques signes positifs et les appels incessants à la réforme, le rendement de l'administration publique demeure la sempiternelle question qui préoccupe les tunisiens; C'est ce que nous révèle le sondage. En effet 51% des jeunes âgés de 18 à 32 ans sont satisfaits du rendement de l'Administration contre un indicateur de confiance moyenne chez les cadres supérieurs (50%), (53%) chez les cadres moyens et un indicateur de confiance faible chez les professionnels privés (48%).

S'agissant du degré de confiance en l'autorité des gouverneurs et des nouveaux délégués, le sondage fait ressortir 37% des jeunes ont confiance en leur rendement et leur autorité, contre un indicateur de confiance faible auprès des cadres supérieurs (36%), 37% pour les professions libérales, 38% pour la classe ouvrière et 41% pour la catégorie des sans emploi.